

## **Les Syriens bloqués à Calais aux pays européens**

Tout d'abord nous voulons vous dire, à vous européens, que notre souffrance a commencé quand nous avons demandé la liberté et la vie. À partir de ce moment nous avons été la cible des tirs, et nos femmes et enfants ont été tués sous le regard des pays du monde entier et des organisations pour les droits de l'homme. Les personnes qui ont survécu veulent vivre en sécurité ; elles ont émigré et quitté leurs foyers pour vivre pacifiquement et pour ne pas être des criminels en Syrie. Les mauvais traitements reçus de la part de certains pays européens ont poussé de nombreux Syriens à retourner en Syrie pour tuer ou être tué. Par exemple, l'Italie force les gens à donner leurs empreintes digitales par la violence. À Calais et en France, nous souffrons : nous vivons ici une vie affreuse, parce que nous n'avons pas d'abris, de nourriture et de toutes autres choses. Et nous dormons dans les parcs et sur les places, ou dans d'anciennes maisons, et personne ne s'occupe de nous. Notre situation déjà mauvaise s'est aggravée ces dernières semaines parce que l'hiver vient. Nous en appelons au Royaume-uni – qui est le pays que nous avons choisi comme étant l'endroit où nous voulons vivre – de nous aider à mettre fin à notre souffrance ; et nous demandons aussi aux organisations pour les droits de l'homme d'aider les Syriens qui ont commencé à retourner se battre et mourir en Syrie. Nous savons que la réaction des Syriens qui décident de retourner se battre ne satisfait pas les pays européens, qui se présentent eux-mêmes comme les promoteurs de la liberté et de la démocratie. Nous avons un rêve, que les pays européens suivent la Suède dans sa décision d'accueillir les Syriens. Nous avons choisi vos pays comme des refuges sûrs pour les Syriens qui ne veulent pas être des criminels et qui fuient au loin d'une mer de sang. Nous voulons participer à toutes les luttes pacifiques de Syriens et d'autres réfugiés dans le monde, et nous sommes solidaires des autres Syriens bloqués comme nous dans de nombreuses autres villes européennes, de Milan à l'Allemagne et à Paris.

Les Syriens bloqués à Calais,

Calais, place de l'Europe, 20/10/2013

## **The Syrians stopped in Calais to the European countries**

First of all we want to tell you, Europeans, that our suffering has started when we demanded freedom and life. At that time we were shot and our children and women were killed in the public eye of the countries of the world and of human rights organizations. The people who survived want to live safely; they emigrated and left their homes in order to live peacefully and not being criminals in Syria. The bad treatment received by some European countries pushed many Syrian people to go back to Syria to kill or to be killed. For example, Italy forced people to give fingerprints through violence. We, in Calais and in France, are suffering: we are living a very awful life here, because we don't have shelters, food and any other thing. And we are sleeping in parks and squares or in old houses and nobody cares of us. Our bad condition has increased in the last weeks due to the winter is coming. We appeal the UK - that we have chosen as a place where we want to live - to help us in order to put an end to our suffering; and we also appeal human right organizations to support Syrian people who started to go back to fight and die in Syria.

We know that the reaction of the Syrians who decided to go back to fight does not satisfy European countries, since they present themselves as the promoters of freedom and democracy. We have a dream, that European countries follow Sweden in its decision to host Syrian people. We have chosen your countries as safe shelters for the Syrian people who don't want to be criminals and who ran away from the sea of blood.

We want to participate to all the peaceful struggles of Syrians and of other refugees in the world, and we are in solidarity with Syrians blocked like us in many European towns, from Milan to Germany and Paris.

The Syrians blocked in Calais,

Calais, Place de l'Europe, 20/10/2013